



EXERCICE FINANCIER 2012 PREMIER TRIMESTRE

1

Voici les résultats du premier trimestre de l'exercice 2012, terminé le 30 juin 2011.

- Le bénéfice net pour le trimestre a totalisé 126,6 millions de dollars, en hausse de 14,9 millions de dollars ou 13,3 % comparativement à 111,7 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA¹) s'est établi à 209,6 millions de dollars, en hausse de 18,3 millions de dollars ou 9,6 % comparativement à 191,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les revenus du trimestre se sont élevés à 1,639 milliard de dollars, en hausse de 202,8 millions de dollars ou 14,1 % comparativement à 1,436 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice par action (BPA) de base et le BPA dilué se sont établis respectivement à 0,62 \$ et à 0,61 \$ pour le trimestre, comparativement à un BPA de base de 0,54 \$ et à un BPA dilué de 0,53 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		
	30 juin 2011	30 juin 2010	31 mars 2011
Revenus	1 639,0	1 436,1	1 486,7
BAIIA	209,6	191,3	194,5
Bénéfice net	126,6	111,7	100,4
BPA			
De base	0,62	0,54	0,50
Dilué	0,61	0,53	0,49

- Aux États-Unis, le prix moyen du bloc² par livre de fromage a augmenté de 0,34 \$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une hausse des revenus et par une incidence favorable sur le BAIIA en raison d'une meilleure absorption des frais fixes.
- L'augmentation du prix du bloc par livre de fromage aux États-Unis a eu une incidence positive sur le BAIIA en raison de la réalisation favorable des stocks, alors que sa relation avec le coût de la matière première, le lait, a été moins favorable, ce qui a eu une incidence négative sur le BAIIA, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- L'acquisition de DCI Cheese Company, Inc. (acquisition de DCI) le 25 mars 2011 aux États-Unis a contribué aux revenus et au BAIIA pour l'ensemble du trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin au cours du trimestre a influé sur les résultats, entraînant une diminution d'environ 42 millions de dollars des revenus et d'environ 5 millions de dollars du BAIIA.
- Le conseil d'administration a révisé la politique en matière de dividendes et a augmenté le dividende trimestriel, qui est passé de 0,16 \$ l'action à 0,19 \$ l'action, soit une hausse de 18,8 %. Le dividende trimestriel sera payable le 19 septembre 2011 aux actionnaires ordinaires inscrits le 8 septembre 2011.

¹ Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

La Société évalue son rendement financier sur la base de son BAIIA qui est défini comme le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement. Le BAIIA n'est pas une mesure de rendement définie par les IFRS et, conséquemment, peut ne pas être comparable aux mesures présentées par d'autres sociétés.

² Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 juin 2011. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2011 et 2010. La Société comptabilise, pour la première fois, ses résultats selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour le premier trimestre de l'exercice 2012. L'information financière du trimestre correspondant a été retraitée ou reclassée conformément aux IFRS. Un rapprochement de l'information financière et des données qui avaient été comptabilisées selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) aux IFRS est présenté à la note 18 des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 30 juin 2011 et le 2 août 2011, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce rapport, y compris la rubrique « Perspectives », contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, attentes, estimations, objectifs, projets et intentions actuels de la Société concernant les revenus et les charges prévus, l'environnement économique et industriel dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que ses charges d'exploitation et son approvisionnement en matières premières et en énergie, assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les énoncés prospectifs peuvent se reconnaître à l'emploi du conditionnel, des expressions « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif » ou « continuer » ou leur forme négative, et à l'emploi d'autres mots ou expressions semblables. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes actuelles sont exposés dans le présent rapport de gestion et dans le rapport annuel le plus récent disponible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport, y compris à la rubrique « Perspectives », sont fondés sur les estimations, attentes et hypothèses actuelles de la direction, qui sont, selon elle, raisonnables à la date des présentes. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date. À moins que les lois applicables en matière de valeurs mobilières l'exigent, la Société ne s'engage nullement à mettre à jour ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits en son nom à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 30 juin 2011 se sont élevés à 1,639 milliard de dollars, en hausse de 202,8 millions de dollars ou 14,1 % comparativement à 1,436 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à l'ajout des activités de DCI, à une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur Produits laitiers USA, ainsi qu'à l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans la Division Argentine et la Division Canada du Secteur Produits laitiers CEA. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a eu une incidence défavorable sur les revenus.

Le **bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) consolidé** du premier trimestre de l'exercice 2012 s'est établi à 209,6 millions de dollars, en hausse de 18,3 millions de dollars ou 9,6 % comparativement à 191,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'ajout des activités de DCI au sein du Secteur Produits laitiers USA, de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et des facteurs du marché favorables. La hausse est également attribuable aux prix de vente favorables dans la Division Argentine, principalement sur le marché d'exportation, et aux conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans notre Division Produits laitiers (Canada).

AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** a totalisé 24,6 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2012, en baisse de 1,7 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien tout au long du trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, explique essentiellement la baisse de la charge d'amortissement.

Les **charges d'intérêts nettes** ont diminué de 0,4 million de dollars au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2011 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien au cours du trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, explique essentiellement la baisse des charges d'intérêts.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le premier trimestre de l'exercice 2012 ont totalisé 52,2 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 29,2 % comparativement à 29,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** s'est chiffré à 126,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2011 comparativement à 111,7 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète les divers facteurs analysés dans le présent rapport.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2012					2011 ¹		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	1 639,0	1 486,7	1 542,1	1 560,6	1 436,1	1 384,2	1 497,3	1 482,7
BAIIA	209,6	194,5	191,1	211,4	191,3	175,5	183,5	174,7
Bénéfice net	126,6	100,4	112,1	125,8	111,7	99,1	104,3	94,5
BPA								
De base	0,62	0,50	0,55	0,60	0,54	0,48	0,50	0,46
Dilué	0,61	0,49	0,54	0,60	0,53	0,47	0,50	0,45

¹ Selon les PCGR

Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA¹

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011	
	T1	T4	T3	T2
Facteurs du marché ²	17,0	31,0	(15,0)	10,0
Taux de change du dollar américain	(5,0)	(5,0)	(3,0)	(4,0)
Réduction de valeur des stocks	-	(3,0)	-	-

¹ Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

(en milliers de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2011	2010
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	122 955	154 261
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	14 913	115 067
Trésorerie générée par (utilisée pour) les activités d'investissement	4 266	(25 311)
Trésorerie utilisée pour les activités de financement	(75 850)	(21 271)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(56 671)	68 485

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 123,0 millions de dollars, en baisse de 31,3 millions de dollars comparativement à 154,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution découle principalement d'une augmentation des éléments hors caisse du fonds de roulement, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, laquelle est attribuable à une augmentation des stocks et des débiteurs découlant d'une hausse du prix moyen du bloc aux États-Unis. La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation s'est établie à 14,9 millions de dollars comparativement à 115,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement et par une hausse des impôts sur les bénéfices payés par suite d'une augmentation du bénéfice imposable des exercices précédents.

Les **activités d'investissement** ont principalement consisté en des ajouts d'immobilisations d'un montant de 20,1 millions de dollars, et comprennent le produit de la vente du placement de portefeuille qui a généré 27,7 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2012.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011, les **activités de financement** ont consisté en une réduction totale de 68,8 millions de dollars des emprunts bancaires, en l'émission d'actions pour une contrepartie en espèces de 13,8 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, ainsi qu'en un rachat d'actions totalisant 20,8 millions de dollars conformément à un programme de rachat dans le cours normal des activités.

Trésorerie

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio)

	30 juin 2011	31 mars 2011
Actifs courants	1 271 153	1 291 798
Passifs courants	837 836	943 006
Fonds de roulement	433 317	348 792
Ratio du fonds de roulement	1,52	1,37

Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	30 juin 2011	31 mars 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 235	77 491
Emprunts bancaires	100 945	170 589
Dette à long terme	378 225	378 480
Capitaux propres	2 148 891	2 072 635
Ratio de la dette portant intérêt ¹ sur les capitaux propres	0,21	0,23
Nombre d'actions ordinaires	203 933 185	203 830 505
Nombre d'options d'achat d'actions	9 159 054	8 674 238

¹ Net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2011, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 19,2 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 602 millions de dollars, dont un montant de 100,9 millions de dollars avait été prélevé. Si cela s'avérait nécessaire, la Société pourrait prendre de nouveaux arrangements financiers pour poursuivre sa croissance au moyen d'acquisitions.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'était en circulation. Au 25 juillet 2011, 203 702 161 actions ordinaires et 9 142 178 options d'achat d'actions étaient en circulation.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relatifs au remboursement de certains de ses emprunts à long terme ainsi qu'en certaines ententes de location relatives à des locaux, à de l'équipement et à du matériel roulant.

(en milliers de dollars CAD)

	30 juin 2011			31 mars 2011		
	Dette à long terme	Loyers minimaux	Total	Dette à long terme	Loyers minimaux	Total
Moins de un an	-	15 469	15 469	-	15 978	15 978
1 à 2 ans	-	13 447	13 447	-	13 339	13 339
2 à 3 ans	110 000	11 288	121 288	-	12 037	12 037
3 à 4 ans	48 225	9 650	57 875	158 480	10 045	168 525
4 à 5 ans	220 000	7 947	227 947	-	8 738	8 738
Plus de 5 ans	-	21 874	21 874	220 000	23 447	243 447
	378 225	79 675	457 900	378 480	83 584	462 064

BILAN

En ce qui concerne les éléments du bilan au 30 juin 2011, comparativement au 31 mars 2011, la principale variation est attribuable à la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, qui a donné lieu à une augmentation au titre des éléments du fonds de roulement de notre Division Produits laitiers (USA).

SUIVI SUR CERTAINS ÉLÉMENTS PRÉCIS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux arrangements hors bilan, aux garanties, aux opérations entre apparentés, aux normes comptables, au plan de conversion aux IFRS qui est maintenant terminé, aux conventions comptables critiques, aux recours à des estimations comptables ainsi qu'aux risques et incertitudes, nous vous invitons à prendre note des commentaires contenus dans le rapport annuel 2011, aux pages 20 à 28 du rapport de gestion, puisqu'il n'y a pas eu de changement notable au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2011.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, après avoir procédé à une évaluation, et au meilleur de leur connaissance, qu'il n'y a eu, au 30 juin 2011, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante, sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

INFORMATION SECTORIELLE

Secteur Produits laitiers CEA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012	2011				2010 ¹		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	970,2	921,2	995,2	993,8	927,0	876,5	960,2	963,6
BAIIA	125,3	113,0	126,0	132,8	122,1	117,7	115,4	112,3

¹ Selon les PCGRC

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA¹

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012	2011		
	T1	T4	T3	T2
Facteurs du marché ²	3,0	1,0	2,0	2,0

¹ Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent

² Les facteurs du marché comprennent l'incidence des prix du marché international sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Revenus

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2011, les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont totalisé 970,2 millions de dollars, en hausse de 43,2 millions de dollars comparativement à 927,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement de l'accroissement des volumes de ventes en Argentine et des prix de vente plus élevés en raison de l'augmentation du coût du lait au Canada et en Argentine, ainsi que des conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur. Ces facteurs ont contrebalancé la baisse des volumes de ventes dans la catégorie du lait nature au Canada, en raison d'une diminution de la consommation de lait. Dans les autres catégories, les volumes de ventes sont demeurés stables comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Par ailleurs, la hausse des volumes de ventes découlant de nos activités en Europe a contribué de façon positive aux revenus par rapport à l'exercice précédent. Au cours du trimestre, l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 10 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2011, le BAIIA s'est chiffré à 125,3 millions de dollars, en hausse de 3,2 millions de dollars ou 2,6 % comparativement à 122,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Malgré une légère baisse des volumes de ventes dans la catégorie du lait nature, le BAIIA de la Division Produits laitiers (Canada) a enregistré une hausse attribuable à la réduction des coûts et aux conditions favorables du marché des ingrédients laitiers par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe) a légèrement augmenté au cours du trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a enregistré une légère hausse au cours du trimestre comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement grâce à l'augmentation des volumes de ventes, ainsi qu'à des prix de vente favorables, en particulier sur le marché d'exportation.

Secteur Produits laitiers USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011			2010 ¹		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	636,5	533,6	510,2	528,9	474,3	472,2	498,1	477,3
BAIIA	80,8	81,4	61,5	73,9	65,0	55,2	63,7	58,1

¹ Selon les PCGRC

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA¹

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011		
	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ²	14,0	30,0	(17,0)	8,0	
Taux de change du dollar américain	(5,0)	(5,0)	(3,0)	(4,0)	
Réduction de valeur des stocks	-	(3,0)	-	-	

¹ Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Autres informations pertinentes

(en dollars américains, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2012		2011		
	T1	T4	T3	T2	T1
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,736	1,695	1,590	1,571	1,397
Prix de clôture du bloc ¹ par livre de fromage	2,130	1,625	1,340	1,760	1,420
Prix de marché moyen du lactosérum ² par livre	0,520	0,450	0,390	0,380	0,390
Écart ³	0,094	0,126	0,116	0,118	0,121
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁴	0,969	0,986	1,014	1,039	1,027

¹ Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

² Le prix de marché moyen de la poudre de lactosérum est basé sur les informations publiées par le *Dairy Market News*.

³ L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par cent livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

⁴ Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

Revenus

Les revenus du Secteur Produits laitiers USA se sont chiffrés à 636,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2011, en hausse de 162,2 millions de dollars comparativement à 474,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'ajout des activités de DCI, conjuguée aux revenus additionnels découlant des conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers, a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 121 millions de dollars pour le trimestre. Une augmentation de 0,34 \$ US du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a également donné lieu à une hausse des revenus d'environ 73 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse des revenus d'environ 32 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2011, le BAIIA s'est établi à 80,8 millions de dollars, en hausse de 15,8 millions de dollars ou 24,3 % comparativement à 65,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'ajout des activités de DCI de même que les initiatives entreprises au cours des exercices précédents et de l'exercice considéré relativement à l'efficacité opérationnelle ont contrebalancé la hausse des coûts de l'essence et d'autres coûts d'exploitation, ce qui a donné lieu à une augmentation du BAIIA d'environ 11 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le prix du bloc par livre de fromage a augmenté de façon constante tout au long du trimestre, ce qui a eu une incidence positive sur la réalisation des stocks. Une augmentation de 0,34 \$ US du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été moins favorable au cours du trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Enfin, la hausse du BAIIA est aussi attribuable aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces facteurs du marché combinés ont eu une incidence favorable d'environ 10 millions de dollars sur le BAIIA. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse d'environ 5 millions de dollars du BAIIA.

Secteur Produits d'épicerie

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011			2010 ¹		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	32,3	31,9	36,8	37,8	34,8	35,5	39,0	41,8
BAIIA	3,4	0,1	3,6	4,7	4,2	2,6	4,3	4,3

¹ Selon les PCGRC

Revenus

Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont totalisé 32,3 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse de 2,5 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle principalement de la diminution des volumes de ventes dans l'ensemble des régions.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie s'est élevé à 3,4 millions de dollars, soit une baisse de 0,8 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle de l'augmentation des coûts des ingrédients et de la diminution des volumes de ventes, ce qui a neutralisé l'efficacité des processus de fabrication et les réductions de coût.

PERSPECTIVES

La Division Produits laitiers (Canada) continue de mettre l'accent sur l'optimisation des avantages qui peuvent être tirés du regroupement des activités de fabrication et de distribution, annoncé à la fin de l'exercice 2010. La Division continuera d'investir dans des projets visant à accroître sa présence dans le marché en pleine croissance des fromages de spécialité. De plus, la Division poursuit l'évaluation de l'ensemble de ses activités dans le but d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

La Division Produits laitiers (Europe) poursuivra ses efforts en vue d'accroître les volumes de ventes et d'obtenir un approvisionnement en lait à des prix concurrentiels par rapport au prix de vente du fromage.

La Division Produits laitiers (Argentine) s'efforcera de maintenir le niveau actuel des volumes de ventes sur les marchés d'exportation, tout en tentant d'atténuer l'incidence de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, et de demeurer concurrentielle en ce qui a trait au prix de vente du fromage. La Division poursuivra également ses efforts visant à accroître ses volumes de ventes sur le marché national.

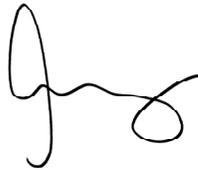
Le Secteur Produits laitiers USA continue de mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, ainsi que sur l'évaluation des occasions liées aux activités de DCI que nous avons récemment acquises. Les dépenses en immobilisations à l'une de nos installations en Californie sont terminées, et nous pouvons désormais répondre aux besoins de nos clients de la côte Ouest directement depuis cette installation, au lieu d'avoir recours aux services d'entreposage d'un tiers. La Division continuera de surveiller les marchés des produits laitiers et de prendre les mesures nécessaires pour favoriser la croissance de nos activités. Nous avons participé aux audiences communes sur les plans de stabilisation et de marketing, qui se sont tenues en Californie le 30 juin et le 1^{er} juillet 2011, afin de nous opposer à la demande selon laquelle les requérants proposent des modifications à la formule établissant le prix du lait de catégorie 4b. Une décision est attendue d'ici la fin du mois d'août. Les modifications, le cas échéant, devraient entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2011.

Le Secteur Produits d'épicerie continuera de mettre l'accent sur l'augmentation des volumes de ventes et sur le développement des ventes aux États-Unis.

Nous visons toujours à accroître continuellement l'efficacité de nos activités et à renforcer notre croissance, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.



Lino Saputo
Président du conseil



Lino A. Saputo, Jr.
Président et chef de la direction
et vice-président du conseil

Le 2 août 2011

AVIS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Saputo inc. pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2011 et 2010 n'ont pas fait l'objet d'un examen par un auditeur externe.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audités)

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin

	2011	2010
Revenus	1 638 995 \$	1 436 148 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement (notes 5 et 18)	1 429 367	1 244 834
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	209 628	191 314
Amortissement (notes 7 et 18)	24 609	26 347
Bénéfice d'exploitation	185 019	164 967
Intérêts sur la dette à long terme	5 719	5 802
Autres charges financières (note 16)	547	817
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	178 753	158 348
Impôts sur les bénéfices (note 18)	52 187	46 630
Bénéfice net	126 566 \$	111 718 \$
Résultat par action (note 13)		
Bénéfice net		
De base	0,62 \$	0,54 \$
Dilué	0,61 \$	0,53 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin

	2011	2010
Bénéfice net	126 566 \$	111 718 \$
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	(10 285)	45 184
Total des autres éléments du résultat global	(10 285)	45 184
Résultat global	116 281 \$	156 902 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

(non audités)

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011

	Capital-actions		Réserves			Bénéfices non répartis	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
Solde au début de la période	203 830	617 675 \$	(60 930) \$	33 384 \$	(27 546) \$	1 482 506 \$	2 072 635 \$
Résultat net	-	-	-	-	-	126 566	126 566
Autres éléments du résultat global	-	-	(10 285)	-	(10 285)	-	(10 285)
Résultat global							116 281
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(32 620)	(32 620)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	2 140	2 140	-	2 140
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	640	13 814	-	-	-	-	13 814
Montant transféré du surplus d'apport au capital-actions à l'exercice des options	-	2 621	-	(2 621)	(2 621)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	458	458	-	458
Actions rachetées et annulées	(472)	(1 439)	-	-	-	(19 395)	(20 834)
Actions rachetées et non annulées	(65)	(198)	-	-	-	(2 785)	(2 983)
Solde à la fin de la période	203 933	632 473 \$	(71 215) \$	33 361 \$	(37 854) \$	1 554 272 \$	2 148 891 \$

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010

	Capital-actions		Réserves			Bénéfices non répartis	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
Solde au début de la période	207 426	584 749 \$	- \$	32 681 \$	32 681 \$	1 363 181 \$	1 980 611 \$
Résultat net	-	-	-	-	-	111 718	111 718
Autres éléments du résultat global	-	-	45 184	-	45 184	-	45 184
Résultat global							156 902
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(30 138)	(30 138)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	2 015	2 015	-	2 015
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	340	5 919	-	-	-	-	5 919
Montant transféré du surplus d'apport au capital-actions à l'exercice des options	-	1 411	-	(1 411)	(1 411)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	373	373	-	373
Solde à la fin de la période	207 766	592 079 \$	45 184 \$	33 658 \$	78 842 \$	1 444 761 \$	2 115 682 \$

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
ACTIF			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 235 \$	77 491 \$	54 819 \$
Débiteurs	494 474	460 807	367 069
Stocks (note 4)	714 657	662 194	566 754
Impôts à recevoir	1 342	12 623	5 940
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	41 445	50 940	29 494
Placement de portefeuille (note 6)	-	27 743	-
	1 271 153	1 291 798	1 024 076
Placement de portefeuille (note 6)	-	-	41 343
Immobilisations (notes 7 et 18)	1 071 023	1 079 083	1 093 695
Goodwill (note 8)	844 361	843 862	716 695
Marques de commerce et autres actifs incorporels (note 8)	337 636	339 038	316 613
Autres éléments d'actif (note 9)	19 611	19 081	25 821
Impôts différés (note 18)	5 543	5 469	1 108
	3 549 327 \$	3 578 331 \$	3 219 351 \$
PASSIF			
Passif courant			
Emprunts bancaires (note 10)	100 945 \$	170 589 \$	61 572 \$
Créditeurs et charges à payer	565 367	573 779	471 106
Dividendes à payer	32 620	-	-
Impôts à payer	138 904	198 638	149 377
	837 836	943 006	682 055
Dettes à long terme (note 11)	378 225	378 480	380 790
Autres éléments de passif	30 226	32 727	35 392
Impôts différés (note 18)	154 149	151 483	140 503
	1 400 436	1 505 696	1 238 740
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	632 473	617 675	584 749
Réserves	(37 854)	(27 546)	32 681
Bénéfices non répartis	1 554 272	1 482 506	1 363 181
	2 148 891	2 072 635	1 980 611
	3 549 327 \$	3 578 331 \$	3 219 351 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

Pour les périodes de trois mois terminées le 30 juin

	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	126 566 \$	111 718 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Rémunération à base d'actions	2 140	2 015
Charge d'intérêts	6 266	6 619
Dépense d'impôts sur les bénéfices	52 187	46 630
Amortissement	24 609	26 347
Gain sur la cession d'immobilisations	(50)	(52)
Impôts différés	3 123	7 749
Unités d'actions différées	1 276	625
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(2 605)	(870)
	213 512	200 781
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(90 557)	(46 520)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	122 955	154 261
Intérêts payés	(11 905)	(12 279)
Impôts sur les bénéfices payés	(96 137)	(26 915)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	14 913	115 067
Investissement		
Acquisition d'entreprise	(2 797)	-
Produit sur la cession du placement de portefeuille	27 720	-
Ajouts aux immobilisations	(20 061)	(31 338)
Produit sur la cession d'immobilisations	116	959
Autres éléments d'actif et de passif	(712)	5 068
	4 266	(25 311)
Financement		
Emprunts bancaires	(68 830)	(27 190)
Émission de capital-actions	13 814	5 919
Rachat de capital-actions	(20 834)	-
	(75 850)	(21 271)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(56 671)	68 485
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 585)	835
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	77 491	54 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	19 235 \$	124 139 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions)
(non audités)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo Inc. est une société publique incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers au Canada, aux États-Unis, en Argentine et en Europe ainsi que des produits de boulangerie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société (« états financiers ») pour la période terminée le 30 juin 2011 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le Conseil d'administration a approuvé, le 2 août 2011, la publication des états financiers pour la période se terminant le 30 juin 2011.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard (« IAS ») 34 – Information financière intermédiaire, tel que publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») 1 – Première application des Normes internationales d'information financière. Conséquemment, certaines divulgations habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux IFRS ont été omises ou résumées. Les méthodes et conventions comptables utilisées pour la présente période intermédiaire seront celles utilisées tout au long de l'exercice.

Les derniers états financiers intermédiaires et annuels ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGRC »), lesquels diffèrent sur plusieurs aspects par rapport aux exigences des normes IFRS actuelles. Conséquemment, la Société a modifié certaines de ses conventions comptables de façon à respecter les IFRS et à divulguer certains renseignements considérés nécessaires à la bonne compréhension des états financiers intermédiaires résumés, lesquels sont généralement inclus dans les états financiers annuels préparés conformément aux IFRS. Pour des informations supplémentaires sur les impacts de ces conventions comptables amendées, vous référer à la note 18. Dans certains cas, les conventions comptables conformes aux IFRS sont cohérentes avec les PCGRC antérieurs présentés dans les états financiers consolidés annuels du 31 mars 2011 et donc, n'ont pas été répétées.

Les informations divulguées dans les présents états financiers contiennent davantage d'informations que les exigences de IAS 34 – Information financière intermédiaire en raison de l'application de IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière. Conséquemment, les informations divulguées dans les publications trimestrielles de l'exercice 2013, qui seront établies conformément à IAS 34, seront plus résumées.

Base de mesure

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de continuité de l'exploitation en appliquant le principe du coût historique, à l'exception de :

- Tous les instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur.
- Le placement de portefeuille, qui est évalué à la juste valeur.
- Les obligations liées au régime d'octroi d'unités d'actions différées, qui sont évaluées à la juste valeur.
- Les obligations liées aux régimes de retraite des employés, qui ont été évaluées en conformité avec IAS 19 - Avantages du personnel.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, étant aussi la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au millier le plus près, sauf indication contraire.

NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Les conventions qui suivent ne constituent pas une liste exhaustive des conventions comptables, mais plutôt celles qui ont changé suite à l'adoption des IFRS.

STOCKS

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Des coûts d'emprunt peuvent être ajoutés au coût de certains stocks qui, de par leur nature, exigent une longue période de préparation pour atteindre leur état d'utilisation.

PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

Le placement de portefeuille est enregistré à la juste valeur. Les variations subséquentes de valeur, si elles surviennent, sont enregistrées aux autres éléments du résultat global. Lorsque le placement est disposé ou subit une dévaluation, le gain ou la perte précédemment accumulé dans la réserve des capitaux propres (lorsque applicable) est reclassé au bénéfice net.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et toutes pertes de valeur sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiments	15 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Lorsque des composantes des bâtiments ou du mobilier, machinerie et équipement sont individuellement significatives, elles sont comptabilisées séparément dans les catégories décrites plus haut.

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur moins les coûts de la vente et aucun amortissement n'est comptabilisé. Les immobilisations en cours de construction ne sont pas amorties. Des coûts d'emprunt peuvent être capitalisés aux immobilisations qui nécessitent une longue période de préparation avant la mise en service. Ces coûts d'emprunt sont capitalisés au coût de ces immobilisations jusqu'à ce qu'elles soient prêtes à être utilisées.

Les tests de dévaluation des immobilisations sont mis en place au niveau des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). Les dévaluations d'immobilisations sont incluses dans la section « Amortissement » de l'état des résultats.

PERTE DE VALEURS DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont analysés selon des indicateurs de perte de valeur à chaque période de présentation de l'information financière. Si un tel indicateur est constaté, un test de perte de valeur est exécuté pour l'actif ou le groupe d'actifs (établi comme étant des UGT) pour lesquels les flux de trésorerie sont largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs. Une perte de valeur est enregistrée si leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de la vente et la valeur d'utilité.

GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les goodwills représentent l'excédent du coût sur la juste valeur des actifs nets acquis. Les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont initialement enregistrés à leur juste valeur qui correspond au coût moins l'amortissement cumulé et/ou les pertes de valeur, s'il y a lieu. Les goodwills et les marques de commerce ne sont pas amortis, ils sont toutefois soumis à des tests de perte de valeur annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent que les actifs pourraient devoir subir une perte de valeur. La valeur comptable des UGT incluant les goodwills est comparée avec leur valeur recouvrable (valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de la vente et la valeur d'utilité) et une perte de valeur est constatée si la valeur excède la valeur recouvrable. La valeur comptable des autres actifs incorporels est également comparée à leur valeur recouvrable. Les autres actifs incorporels sont amortis de façon linéaire sur leur durée d'utilité, qui varie de 5 à 15 ans et sont aussi évalués en fonction d'indicateurs de perte de valeur à chaque période de présentation de l'information financière.

NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Concernant les tests de perte de valeur, les goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont testés comme suit :

- Les goodwill sont répartis et testés au niveau des UGT ou des groupes d'UGT. Comme les goodwill sont traités à l'intérieur de chaque secteur d'activité, le groupe d'UGT est considéré comme étant le secteur d'activité testé. Se référer à la note 8 pour les informations sur les secteurs d'activité.
- Les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont testés au niveau des UGT.

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie des autres actifs incorporels sont révisées annuellement à chaque fin d'exercice financier.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant attribué au goodwill.

Les coûts d'émission de dette relative au financement d'acquisition d'entreprises sont inclus dans la valeur comptable de la dette et sont amortis sur la durée de celle-ci selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts transactionnels sont enregistrés lorsqu'encourus.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi au 31 mars d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et aux meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu de l'actif des régimes, lequel est fondé sur une valeur liée au marché, le taux de croissance de la rémunération, l'âge de la retraite et les coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les calculs intermédiaires sont basés sur les hypothèses et estimations de la direction et peuvent différer des résultats réels. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, les intérêts sur les obligations et le rendement sur l'actif sont comptabilisés à la dépense de l'année. Conformément aux IFRS, les gains ou pertes actuariels, le montant maximal constaté comme actif et les montants minimums de renflouement de l'actif sont directement enregistrés dans les autres éléments du résultat global, sans reclassement subséquent à l'état des résultats. Les éléments enregistrés dans les autres éléments du résultat global seront réévalués le 31 mars 2012. Le nombre moyen prévu d'années de service futures des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes est de 11,8 années. La charge nette au titre des régimes à cotisations déterminées est généralement équivalente aux contributions versées par l'employeur.

CONVERSION DES DEVISES

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Conséquemment, les postes du bilan des établissements étrangers ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. L'écart de change sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, présenté dans l'état consolidé du résultat global et l'état consolidé des capitaux propres comme réserve, représente le cumul des gains (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements étrangers. La variation des gains (pertes) non réalisés à la conversion des états financiers des établissements étrangers résulte principalement de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Tel que décrit à la note 18, la Société a choisi d'appliquer l'exemption d'IFRS 1 qui permet, au 1^{er} avril 2010 (date de transition pour la Société), de remettre à zéro le montant cumulatif des écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de revenus et charges, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actifs et de passifs monétaires. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les gains ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans les coûts d'opération.

NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2011	2010
Gain (perte) de change	121 \$	(653) \$

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par certains employés de la Société. Ces options sont acquises sur une période de cinq ans et expirent dix ans après la date de leur octroi. La juste valeur de chacune des tranches de l'octroi est déterminée séparément et est constatée sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Lors de l'exercice des options, toute considération payée par les employés et la dépense de rémunération à base d'actions enregistrée à la réserve sont créditées au capital-actions.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Dans le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est ajusté pour refléter l'effet de la conversion d'actions potentielles pouvant avoir un impact dilutif et est déterminé séparément pour chaque période de présentation de l'information financière.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont établis en fonction des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont évalués en fonction des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où les actifs sont réalisés ou que les passifs sont réglés. Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable sera disponible contre lequel la différence temporaire déductible pourra être utilisée.

PROVISIONS

Les provisions englobent des passifs sans montant ou échéance fixe. Elles sont constatées lorsque significatives et lorsqu'une obligation juridique ou implicite actuelle existe en conséquence d'un événement passé et pourrait résulter en des sorties de fonds futures pour honorer l'obligation liée à ces avantages économiques futurs.

RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES CONVENTIONS COMPTABLES

Dans certains cas, la préparation des états financiers de la Société demande à la direction de faire preuve de jugement et d'établir des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans le futur. Ces jugements et estimations sont volatiles de par leur nature et sont périodiquement révisés par la direction. Une analyse de ces jugements et estimations pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers est présentée plus bas.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS SIGNIFICATIFS

Provisions pour mauvaises créances

La direction révisé ses débiteurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière résultats et estime les provisions nécessaires pour les montants non recouvrables dans le futur. Cette révision nécessite l'usage de certaines hypothèses et prend en considération certains facteurs tels que l'historique des comptes et les tendances des comptes échus. Lorsque les collections réelles diffèrent des estimations originales, les résultats sont ajustés en conséquence.

Impôts sur les bénéfices

La Société est soumise à l'impôt dans diverses juridictions. Le jugement professionnel est nécessaire dans l'établissement des provisions d'impôts consolidées. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels les impôts finaux sont incertains. Une provision est comptabilisée si, de l'avis de la Société un montant d'impôt à payer résultera d'audits fiscaux en cours. Le montant comptabilisé à titre de provision sera ajusté en fonction du résultat final de l'audit alors que les impôts courants et différés de l'année seront ajustés en conséquence.

NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Goodwill, marques de commerce, autres actifs incorporels et regroupements d'entreprises

Les goodwills, marques de commerce et autres actifs incorporels ont principalement été constatés suite à des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ses regroupements d'entreprises, laquelle méthode nécessite plusieurs jugements et estimations. Lors du processus d'allocation d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont allouées aux actifs nets acquis incluant les marques de commerce et les autres actifs incorporels. Ces estimations sont basées sur des projections de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et des taux d'actualisation estimés. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite alloué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs des actifs nets diffèrent des estimations, les montants alloués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et autres actifs incorporels peuvent différer des montants présentés. Cela affecterait directement la valeur comptable du goodwill. Des différences dans les justes valeurs estimées affecteraient également l'amortissement des autres actifs incorporels ayant une durée de vie utile définie. Les valeurs comptables des goodwills, marques de commerce et autres actifs incorporels sont présentées à la note 8.

Immobilisations

Un jugement critique est nécessaire dans la sélection et l'application des conventions comptables et durées d'utilité de même que dans la détermination de l'importance des composantes et leur allocation respective. La direction considère la méthode linéaire comme étant la méthode d'amortissement la plus appropriée, étant donné que les usines fonctionnent, sur une base annuelle, à un niveau de production similaire, ce qui indique une production constante (se référer à la note plus haut pour davantage d'informations sur les durées d'utilité des actifs de production). Il est de l'avis de la direction que les durées de vie et conventions comptables présentées dans le tableau plus haut reflètent l'utilisation normale des actifs de production à long terme disponibles de même que les avantages économiques en découlant.

Perte de valeur des actifs

Certains jugements et estimations significatifs sont requis lors des tests de perte de valeur des goodwills, des actifs incorporels et des autres actifs. La direction utilise des estimations et exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de perte de valeur, la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les taux d'actualisation et multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de la vente) ou une valeur d'utilité. Les estimations établies pour les goodwills et les actifs incorporels sont présentées à la note 8. Les autres actifs sont testés seulement lorsque des événements indiquent une possible perte de valeur.

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui offrent un régime de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés. La détermination du coût des avantages sociaux est un processus qui s'appuie sur plusieurs estimations significatives incertaines, dont l'âge de la retraite, les taux d'actualisation et les taux de rendement des actifs. Ces données jouent un rôle clé dans la détermination du coût des avantages des employés de la période en cours. Étant donné que ces composantes sont hautement subjectives et vont probablement changer dans le futur puisque le nombre d'années de service diminue, il est de l'avis de la direction que ces coûts ne devraient pas créer une volatilité dans l'état consolidé intermédiaire résumé des résultats, basé sur les estimés et les incertitudes qui peuvent ne pas se réaliser et devrait donc présenter les gains ou les pertes dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat global. Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la dépense en lien avec les régimes de retraite à prestations déterminées de même que pour l'obligation s'y rattachant, dont les taux de rendement des actifs disponibles pour compenser l'obligation, les taux d'actualisation utilisés pour déterminer la valeur comptable de l'obligation, les taux de croissance liés aux soins de santé, le taux de mortalité, etc. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales.

INCIDENCE DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN OEUVRE

L'IASB a procédé à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration continue. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements sont présentés plus bas.

IFRS 9 - Instruments financiers

Cette nouvelle norme sera applicable pour les périodes terminées le 1^{er} janvier 2013 ou après et détaille les critères de mesure et de constatation dans l'identification et l'enregistrement d'actifs et de passifs financiers. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

IFRS 10 - États financiers consolidés

Cette nouvelle norme sera applicable pour les périodes terminées le 1^{er} janvier 2013 ou après et remplacera IAS 27 - États financiers consolidés et individuels. IFRS 10 établit les principes pour la préparation et la présentation d'états financiers consolidés. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

Cette nouvelle norme établit les exigences de divulgation des intérêts détenus dans d'autres entités et est applicable pour les périodes terminées le 1^{er} janvier 2013 ou après. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 13 - Évaluation à la juste valeur

Cette nouvelle norme établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et est applicable à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

NOTE 4 STOCKS

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Produits finis	475 516 \$	451 959 \$	374 482 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	239 141	213 235	194 381
Perte de valeur des stocks	-	(3 000)	(2 109)
	714 657 \$	662 194 \$	566 754 \$

NOTE 5 COÛTS D'OPÉRATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2011	2010
Variations des inventaires de produits finis et de produits en cours	(43 961) \$	(40 928) \$
Matières premières et consommables utilisés	1 178 861	1 013 126
(Gain) perte sur change	(121)	653
Avantages sociaux	160 166	152 820
Coûts de vente	81 754	72 638
Autres frais généraux et d'administration	52 668	46 525
Coûts d'opération totaux	1 429 367 \$	1 244 834 \$

NOTE 6 PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

La Société détenait une participation en actions de 21 % dans Dare Holdings Ltd. (Dare) qui était comptabilisée comme un placement de portefeuille. Le 30 juin 2010, la Société a exercé son option demandant à ce que les actions qu'elle détenait dans Dare soient rachetées à leur juste valeur marchande conformément aux termes de la convention d'actionnaires établie entre les parties. L'évaluateur a soumis son rapport en regard de la juste valeur marchande des actions en mai 2011 et les actions de la Société ont été rachetées pour 27 720 000 \$ le 17 juin 2011 sur une base sans préjudice. La Société a intenté des procédures judiciaires pour contester la valeur à laquelle ses actions ont été rachetées.

NOTE 7 IMMOBILISATIONS

	Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011					
	Terrain	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 31 mars 2011	35 543 \$	394 883 \$	1 295 769 \$	7 538 \$	11 917 \$	1 745 650 \$
Ajouts	-	468	19 593	-	-	20 061
Cessions	-	-	(178)	(67)	-	(245)
Ajustements de conversions étrangères	(91)	(1 257)	(5 462)	(25)	-	(6 835)
Au 30 juin 2011	35 452 \$	394 094 \$	1 309 722 \$	7 446 \$	11 917 \$	1 758 631 \$
Amortissement cumulé						
Au 31 mars 2011	-	125 405	533 674	5 353	2 135	666 567
Amortissement cumulé	-	3 087	20 055	197	-	23 339
Cessions	-	-	(112)	(67)	-	(179)
Ajustements de conversions étrangères	-	(295)	(1 818)	(6)	-	(2 119)
Au 30 juin 2011	- \$	128 197 \$	551 799 \$	5 477 \$	2 135 \$	687 608 \$
Valeur nette comptable au 30 juin 2011	35 452 \$	265 897 \$	757 923 \$	1 969 \$	9 782 \$	1 071 023 \$

	Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011					
	Terrain	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 1 ^{er} avril 2010	38 920 \$	382 480 \$	1 242 504 \$	13 117 \$	6 008 \$	1 683 029 \$
Acquisition d'entreprises	-	4 620	6 180	-	-	10 800
Ajouts	-	12 891	99 000	209	-	112 100
Cessions	-	-	(13 081)	(5 682)	(6 008)	(24 771)
Transferts	(2 887)	(9 030)	-	-	11 917	-
Ajustements de conversions étrangères	(490)	3 922	(38 834)	(106)	-	(35 508)
Au 31 mars 2011	35 543 \$	394 883 \$	1 295 769 \$	7 538 \$	11 917 \$	1 745 650 \$
Amortissement cumulé						
Au 1 ^{er} avril 2010	-	111 145	469 777	8 412	-	589 334
Amortissement cumulé	-	15 064	84 927	877	-	100 868
Cessions	-	-	(14 785)	(3 904)	-	(18 689)
Transferts	-	(2 135)	-	-	2 135	-
Ajustements de conversions étrangères	-	1 331	(6 245)	(32)	-	(4 946)
Au 31 mars 2011	- \$	125 405 \$	533 674 \$	5 353 \$	2 135 \$	666 567 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2011	35 543 \$	269 478 \$	762 095 \$	2 185 \$	9 782 \$	1 079 083 \$

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction totalisait 53 902 000 \$ au 30 juin 2011 (38 056 000 \$ au 31 mars 2011).

Les actifs destinés à la vente ont trait principalement à des terrains et des bâtiments au Canada et aux États-Unis en raison de la fermeture de certaines usines.

NOTE 8 GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Tests de perte de valeur des unités génératrices de trésorerie

Goodwill

Concernant les tests de perte de valeur des goodwills, la Société considère les secteurs qui suivent comme étant des groupes d'UGT, étant donné qu'ils représentent le plus bas niveau pour lequel les goodwills sont analysés à l'interne. Conséquemment, les goodwills ont été alloués à chaque secteur d'exploitation comme suit :

Allocation des goodwill	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Produits laitiers - CEA ¹	269 128 \$	269 191 \$	269 429 \$
Produits laitiers - États-Unis	405 803	405 241	277 836
Produits d'épicerie	169 430	169 430	169 430
	844 361 \$	843 862 \$	716 695 \$

¹Canada, Europe et Argentine

Aux fins des tests de perte de valeur des goodwills, le montant recouvrable de l'actif a été estimé en utilisant un multiplicateur de résultats qui consiste en une analyse du BAIIA et des capitalisations boursières de certaines sociétés comparables au Canada, aux États-Unis et à l'étranger, qui est ensuite utilisé comme un substitut (pour la performance attendue de l'industrie et de la Société) dans le dénominateur du multiplicateur de résultats. Le multiplicateur de résultats a été déterminé comme étant la valeur de l'entreprise (prix de l'action multiplié par les actions en circulation, moins l'encaisse, plus la dette) divisée par le BAIIA pour chaque société comparable sélectionnée.

Marques de commerce et autres actifs incorporels

Concernant les marques de commerce et les autres actifs incorporels, ils sont inclus dans les UGT comme suit :

Allocation des marques de commerce et autres actifs incorporels	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Produits laitiers - CEA ¹	286 418 \$	287 465 \$	291 671 \$
Produits laitiers - États-Unis	49 218	49 573	22 942
Produits d'épicerie	2 000	2 000	2 000
	337 636 \$	339 038 \$	316 613 \$

¹Canada, Europe et Argentine

Aux fins des tests de perte de valeur des marques de commerce et des autres actifs incorporels, les montants recouvrables ont été estimés en utilisant les flux de trésorerie actualisés en fonction des principales hypothèses suivantes :

- (1) **Revenus** : La direction base ses prévisions de flux de trésorerie sur les ventes de l'année précédente et ajoute un facteur de croissance.
- (2) **Facteur de croissance** : La direction utilise un facteur de croissance des revenus basé sur les hausses attendues de l'inflation ainsi que sur les revenus des produits exploités sous une marque de commerce dans une division donnée. Les taux de croissance futurs peuvent être différents des taux en vigueur en raison de conditions économiques et de marché imprévisibles.
- (3) **Taux de royauté** : Représente le goodwill lié à un produit et a été évalué à l'acquisition de la marque de commerce par des évaluateurs. Ce taux de royauté sert à augmenter les flux de trésorerie prévus pour un produit donné pour représenter l'élasticité de la demande des produits. La pertinence de ce taux de royauté est appuyée sur une analyse de la marge brute et de la marge de BAIIA faite sur une base annuelle.
- (4) **Montant cumulatif des immobilisations admissibles** : Les flux de trésorerie futurs pourraient différer des prévisions actuelles dans l'éventualité où des modifications législatives futures surviendraient.
- (5) **Taux d'actualisation** : Les flux de trésorerie sont actualisés avant prise en compte des impôts. Les taux d'actualisation ont été initialement établis en se basant sur une évaluation d'une tierce partie indépendante à la date d'acquisition et ont été subséquemment révisés par la direction pour assurer leur pertinence et ce, en surveillant la variation du coût moyen pondéré en capital pour les acquisitions.

NOTE 9 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIFS

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Taxes à recevoir	12 106 \$	12 148 \$	15 893 \$
Autres	7 505	6 933	9 928
	19 611 \$	19 081 \$	25 821 \$

NOTE 10 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation			Montant utilisé		
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base				
				30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2011	
Amérique du Nord-Devise US	¹ Décembre 2012	144 675	150 000 USD	- \$	9 015 \$	- \$	
Amérique du Nord-Devise CAD	¹ Décembre 2012	356 865	370 000 USD	70 434	135 000	30 000	
Argentine	² Annuel	82 429	366 512 ARS	25 077	23 270	28 213	
Allemagne	³ Annuel	7 003	5 000 EUR	5 434	3 304	-	
Royaume-Uni	³ Annuel	10 845	7 000 BPS	-	-	3 359	
		601 817		100 945 \$	170 589 \$	61 572 \$	

¹ Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 0,25 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, selon un ratio financier de la Société.

² Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.

³ Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

NOTE 11 DETTE À LONG TERME

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Effets de premier rang non garantis ¹			
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	48 225 \$	48 480 \$	50 790 \$
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	110 000	110 000	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000	220 000
	378 225 \$	378 480 \$	380 790 \$

Les versements de capital sont les suivants :

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Moins de un an	- \$	- \$	- \$
1-2 ans	-	-	-
2-3 ans	110 000	-	-
3-4 ans	48 225	158 480	-
4-5 ans	220 000	-	160 790
Plus de 5 ans	-	220 000	220 000
	378 225 \$	378 480 \$	380 790 \$

¹ Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

NOTE 12 CAPITAL-ACTIONS

Régime d'option d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 28 000 000 d'actions. Au 30 juin 2011, 11 913 140 actions ordinaires peuvent être émises en vertu de ce régime. Le prix d'exercice de chaque option octroyée avant le 31 juillet 2007 correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options octroyées peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours de clôture des actions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	30 juin 2011		30 juin 2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	8 674 238	22,62 \$	9 413 750	20,13 \$
Options octroyées	1 244 780	43,22 \$	1 753 233	29,32 \$
Options levées	(639 980)	21,58 \$	(339 722)	17,43 \$
Options annulées	(119 984)	22,76 \$	(71 532)	18,91 \$
Solde à la fin de la période	9 159 054	25,42 \$	10 755 729	21,72 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2012 est de 43,22 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (29,32 \$ en 2011).

La juste valeur des options octroyées durant de l'exercice 2012 a été estimée à 8,96 \$ par option (6,28 \$ en 2011) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	30 juin 2011	31 mars 2011
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque :	2,65%	2,70%
Durée prévue des options :	5 ans	5 ans
Volatilité :	21,66%	23,96%
Taux de dividendes :	1,24%	1,70%

Le pourcentage de volatilité est calculé à partir des prix historiques des actions sur la durée moyenne prévue des options de chaque tranche ayant une durée moyenne prévue de 5 ans.

Une charge de rémunération de 2 140 000 \$ (1 896 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans l'état des résultats pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011 et de 2 015 000 \$ (1 806 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010.

NOTE 13 RÉSULTAT PAR ACTION

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin		
	2011	2010
Bénéfice net	126 566 \$	111 718 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	203 856 154	207 639 124
Options dilutives	3 769 939	2 232 464
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	207 626 093	209 871 588
Résultat de base par action	0,62 \$	0,54 \$
Résultat dilué par action	0,61 \$	0,53 \$

Lors du calcul du résultat dilué par action pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011, aucune option n'a été exclue du calcul du résultat par action en raison de leur prix d'exercice supérieur à leur valeur de marché moyenne (1 746 760 options pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010).

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du résultat par action à la date de rachat.

NOTE 14 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles. Les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux sont touchées par divers facteurs, tels que les taux d'intérêt, les ajustements découlant de modifications apportées aux régimes, les changements dans les hypothèses et les gains réalisés ou les pertes subies. Les coûts sont basés sur une évaluation des obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux et des éléments d'actif du régime de retraite.

Le coût total des prestations est présenté dans le tableau qui suit :

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin		
	2011	2010
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	627 \$	903 \$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	4 626	4 289
Charge au titre des autres régimes d'avantages sociaux	141	146
	5 394 \$	5 338 \$

NOTE 15 INFORMATION SECTORIELLE

Information par secteur d'activités

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin	
	2011	2010
Revenus¹		
Produits laitiers		
CEA	970 168 \$	926 989 \$
USA	636 529	474 314
	1 606 697	1 401 303
Produits d'épicerie	32 298	34 845
	1 638 995 \$	1 436 148 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices		
Produits laitiers		
CEA	125 335 \$	122 149 \$
USA	80 846	64 961
	206 181	187 110
Produits d'épicerie	3 447	4 204
	209 628 \$	191 314 \$
Amortissement		
Produits laitiers		
CEA	12 854 \$	12 971 \$
USA	10 381	11 990
	23 235	24 961
Produits d'épicerie	1 374	1 386
	24 609 \$	26 347 \$
Bénéfice d'exploitation		
Produits laitiers		
CEA	112 481 \$	109 178 \$
USA	70 465	52 971
	182 946	162 149
Produits d'épicerie	2 073	2 818
	185 019 \$	164 967 \$
Intérêts, nets	6 266	6 619
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	178 753	158 348
Impôts sur les bénéfices	52 187	46 630
Bénéfice net	126 566 \$	111 718 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 16 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	30 juin 2011	1 ^{er} avril 2011
Charges financières	637 \$	898 \$
Revenus financiers	(90)	(81)
	547 \$	817 \$

NOTE 17 DIVIDENDES

Au cours du trimestre, le Conseil d'administration a approuvé des dividendes totalisant 32 619 588 \$ ou 0,16 \$ par action (30 137 701 \$ ou 0,145 \$ par action au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2010).

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour le trimestre terminé le 30 juin 2011 sont les premiers états financiers condensés intermédiaires à avoir été préparés en conformité avec les IFRS, en appliquant les exigences de IAS 34 – Information financière intermédiaire et de IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière. Les conventions comptables décrites à la note 3 ont été appliquées aux périodes actuelles et comparatives sous réserve des exceptions obligatoires et des exemptions décrites ci-après. Il est à noter qu'une entité, à la date de transition, n'est pas autorisée à ajuster rétroactivement ses estimations suite à l'obtention de faits nouveaux sur des événements passés. Parallèlement, les estimations établies précédemment sous les PCGRC n'ont pas été révisées pour les besoins des IFRS. De plus, une entité qui adopte les IFRS pour la première fois peut se prévaloir de certaines exemptions. La Société s'est prévalu de certaines de celles-ci, tel que décrites plus bas.

IFRS 1 - EXEMPTIONS

Regroupements d'entreprises – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer IFRS 3 - Regroupements d'entreprises, soit rétrospectivement pour tous les regroupements, rétrospectivement à partir d'une certaine date ou prospectivement pour les regroupements de la Société survenus après la date de transition (1^{er} avril 2010). La Société a décidé d'appliquer IFRS 3 prospectivement. En conséquence, aucun ajustement comptable ne sera effectué aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition, n'impliquant donc aucun ajustement aux soldes des goodwill ou des autres actifs incorporels acquis.

Transactions liées à des paiements fondés sur des actions – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, pour les instruments de capitaux propres qui ont été octroyés le 7 novembre 2002 ou avant. IFRS 1 permet également d'appliquer IFRS 2 pour les instruments de capitaux propres qui ont été octroyés après le 7 novembre 2002 et acquis avant la date la plus tardive entre (a) la date de transition aux IFRS et (b) le 1^{er} janvier 2005. La Société a décidé d'appliquer IFRS 2 pour les instruments de capitaux propres ayant été octroyés après le 7 novembre 2002 et non complètement acquis à la date de transition aux IFRS.

Immobilisations – IFRS 1 permet à une entité d'évaluer ses immobilisations à la juste valeur à la date de transition et de subséquemment utiliser cette valeur comme coût présumé. La Société a décidé de ne pas évaluer ses immobilisations à la juste valeur à la date de transition.

Avantages sociaux – En accord avec IAS 19 - Avantages sociaux, une entité peut choisir d'utiliser une approche dite du « corridor » qui laisse certains gains et pertes actuariels non réalisés. L'application rétrospective de cette approche oblige l'entité de séparer le montant cumulatif des gains et pertes actuariels depuis l'origine du plan jusqu'à la date de transition aux IFRS en une portion réalisée et une portion non réalisée. Par contre, une entité qui adopte pour la première fois les IFRS peut choisir de constater tous les gains et pertes actuarielles cumulatifs à la date de transition, même si elle utilise une approche du corridor pour les gains et pertes subséquentes. Si une entité adoptant pour la première fois les IFRS adopte cette approche, elle doit l'appliquer pour tous les plans. La Société a décidé de constater ses pertes actuarielles aux bénéfices non répartis à la date de transition.

Effets des variations des cours des monnaies étrangères – IFRS 1 permet à une entité d'enregistrer le montant cumulatif des écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers dans les bénéfices non répartis, remettant ainsi le solde cumulatif précédant la transition à zéro. En utilisant cette exemption, le montant des pertes de change cumulé jusqu'à la date de transition est constaté directement dans les bénéfices non répartis sans constatation à l'état des résultats. La Société a décidé de remettre à zéro le montant cumulatif des écarts de change à la date de transition.

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Coûts d'emprunt – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer prospectivement IAS 23 - Coûts d'emprunt, lorsqu'elle représente une nouvelle convention comptable. La Société a décidé d'appliquer cette norme prospectivement pour les immobilisations, comme elle représente une nouvelle convention pour cette catégorie. En conséquence, aucun intérêt n'a été capitalisé aux immobilisations construites avant le 31 mars 2010.

RAPPROCHEMENTS DES PCGRC AUX IFRS

IFRS 1 exige d'une entité d'expliquer l'impact de la transition des PCGRC aux IFRS sur sa position financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. En conséquence, la Société doit divulguer ces rapprochements au 1^{er} avril 2010, 30 juin 2010 ainsi qu'au 31 mars 2011 pour les états consolidés des capitaux propres et au 31 mars 2011 et au 30 juin 2011 pour les états consolidés du résultat global. Les informations suivantes présentent les rapprochements des PCGRC aux IFRS pour les soldes et périodes requises.

Rapprochement de l'état consolidé des capitaux propres

	Réf.	31 mars 2011	30 juin 2010	1 ^{er} avril 2010
Capitaux propres - PCGRC		2 125 641 \$	2 164 654 \$	2 028 598 \$
Ajustement - Avantages sociaux des employés	1	(89 649)	(89 620)	(90 149)
Dépense d'impôts différés	2	4 344	3 678	3 599
Différence permanente de 25 % sur actifs incorporels	2	(16 376)	(16 376)	(16 376)
Immobilisations - Regroupement par composantes	3	53 790	54 652	54 939
Écart de conversion	5	(958)	(1 306)	-
Coûts d'acquisition aux résultats	6	(4 157)	-	-
Capitaux propres - IFRS		2 072 635 \$	2 115 682 \$	1 980 611 \$

Rapprochement de l'état consolidé des résultats

	Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010			
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Revenus	1 436 148 \$		- \$	1 436 148 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	1 245 363	7	(529)	1 244 834
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	190 785		529	191 314
Amortissement	26 060	3	287	26 347
Bénéfice d'exploitation	164 725		242	164 967
Intérêts sur la dette à long terme	5 802		-	5 802
Autres charges financières	817		-	817
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	158 106		242	158 348
Impôts sur les bénéfices	46 709	8	(79)	46 630
Bénéfice net	111 397 \$		321 \$	111 718 \$

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Rapprochement de l'état consolidé des résultats

	Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011			
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Revenus	6 025 470 \$		- \$	6 025 470 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	5 235 330	7	1 859	5 237 189
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	790 140		(1 859)	788 281
Amortissement	104 832	3	1 149	105 981
Bénéfice d'exploitation	685 308		(3 008)	682 300
Déévaluation du placement de portefeuille	13 600		-	13 600
Intérêts sur la dette à long terme	23 211		-	23 211
Autres charges financières	663		-	663
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	647 834		(3 008)	644 826
Impôts sur les bénéfices	196 715	8	(1 940)	194 775
Bénéfice net	451 119 \$		(1 068) \$	450 051 \$

Rapprochement de l'état consolidé du résultat global

	Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010			
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Bénéfice net	111 397 \$		321 \$	111 718 \$
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	46 490	5	(1 306)	45 184
Total des autres éléments du résultat global	46 490		(1 306)	45 184
Résultat global	157 887 \$		(985) \$	156 902 \$

Rapprochement de l'état consolidé du résultat global

	Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011			
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Bénéfice net	451 119 \$		(1 068) \$	450 051 \$
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers	(58 159)	5	(2 771)	(60 930)
Reclassement de la perte actuarielle	-	1	(1 181)	(1 181)
Total des autres éléments du résultat global	(58 159)		(3 952)	(62 111)
Résultat global	392 960 \$		(5 020) \$	387 940 \$

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

NOTES DE RAPPROCHEMENT

1. Ajustement aux avantages sociaux des employés

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux au Canada et aux États-Unis. À la date de transition, les IFRS exigent certains ajustements au bilan de la Société en raison des divergences avec les PCGRC comme suit :

- **Actif / (obligation) transitoire non amorti** – Les PCGRC permettent à une entité de comptabiliser un actif (ou obligation) transitoire non amorti à l'adoption initiale du chapitre 3461, Avantages sociaux futurs. Les IFRS ne reconnaissent pas cette catégorie d'actif et une radiation du montant non amorti de tous actifs (ou obligations) transitoires est requise.
- **Coût des services passés non amorti** – Les PCGRC permettaient à une société de constater le coût des services passés non amorti résultant d'améliorations pour lesquelles les coûts étaient amortis au cours des années subséquentes. Les IFRS obligent l'entité à comptabiliser entièrement au bilan, suite à une comptabilisation aux résultats, le coût acquis des services passés au moment où l'amélioration a été accordée. En conséquence, et selon IFRS, le solde non amorti des services passés acquis a été constaté en totalité au bilan de la Société à la date de transition.
- **Gains et pertes actuariels** - IFRS 1 permet à une entité de constater tous les gains et pertes actuariels non amortis à la date de transition aux IFRS dans les bénéfices non répartis. La Société a décidé d'appliquer cette option de transition. Une entité doit ensuite déterminer la façon de comptabiliser les gains et pertes actuariels futurs, soit :
 1. Entièrement enregistrés à la dépense;
 2. Partiellement enregistrés comme dépense en se basant sur l'approche du corridor qui résulte en seulement une portion des gains ou pertes actuariels constatée aux résultats (méthode actuellement utilisée par la Société);
 3. Entièrement enregistrés comme autres éléments du résultat global sans reclassement subséquent aux résultats, méthode non permise selon les PCGRC.

La Société a choisi, comme convention comptable, d'enregistrer entièrement les gains et pertes actuariels futurs comme autres éléments du résultat global à la date de transition aux IFRS.

- **IFRIC 14** – L'IFRIC a publié en 2008 une interprétation de l'IAS 19, qui exige d'une entité qu'elle inclut, dans la détermination de l'obligation en lien avec les régimes de retraite, la valeur actuelle du montant minimum au titre du financement des régimes incluant les lettres de crédit et les clauses ne permettant pas un remboursement en cas de financement excédentaire. Les PCGRC, de leur côté, n'étaient pas précis quant au montant à inclure dans le montant minimum de financement requis.

En conséquence la Société a, au 1^{er} avril 2010, réduit son actif lié aux régimes de retraite de 64 451 000 \$, montant qui n'est pas reconnu selon les IFRS, a augmenté ses dettes de 25 698 000 \$ selon les exigences des IFRS et a diminué ses bénéfices non répartis de 90 149 000\$, représentant l'impact total de l'adoption de IAS 19 - Avantages sociaux sur le bilan d'ouverture de la Société.

Pour la période terminée le 30 juin 2010, la Société a enregistré une diminution des dépenses de 529 000 \$ (398 000 \$ après impôts), en comparaison avec les PCGRC, suite aux exigences des IFRS en lien avec les régimes de retraite. Également, pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, la Société a diminué sa dépense en lien avec les régimes de retraite de 500 000 \$, dû à une diminution de dépense de 2 116 000 \$ (1 584 000 \$ après impôts) résultant des différences dans le calcul entre les PCGRC et les IFRS présentées plus haut et à un reclassement aux autres éléments du résultat global de pertes actuarielles de 1 616 000 \$ (1 181 000 \$ après impôts), puisque la direction a décidé d'appliquer l'enregistrement des gains et pertes actuarielles directement aux autres éléments du résultat global sans virement subséquent au bénéfice net.

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Les ajustements aux autres éléments de passif résultant des différences sur le traitement des régimes de retraite sont les suivants, au 1^{er} avril 2010, pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 et pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 :

	Ajustements
Ajustement IFRS au 1 ^{er} avril 2010 pour réduire les bénéfices non répartis	90 149 \$
Diminution de la charge de retraite pour la période terminée le 30 juin 2010, résultant des exigences de calcul différentes des IFRS	(529)
Ajustement des soldes présentés selon les PCGRC au 30 juin 2010	89 620 \$
Ajustement IFRS au 1 ^{er} avril 2010 pour réduire les bénéfices non répartis	90 149 \$
Diminution de la charge de retraite pour la période terminée le 31 mars 2011, résultant des exigences de calcul différentes des IFRS	(500)
Ajustement des soldes présentés selon les PCGRC au 31 mars 2011	89 649 \$

2. Impôts différés

Les concepts et les calculs de base des impôts différés sont les mêmes selon les PCGRC que selon les IFRS et donc, les ajustements présentés dans cette note de rapprochement résultent des différences entre les valeurs comptables présentées dans les autres notes.

Le solde du passif d'impôts différés au bilan d'ouverture en IFRS du 1^{er} avril 2010 a été ajusté et diminué de 24 317 000 \$ pour refléter les différences entre les coûts comptable et fiscal pour les variations notées dans les calculs des avantages sociaux des employés (note de rapprochement 1) et de la rémunération à base d'actions (note de rapprochement 9). Le solde du passif d'impôts différés a aussi été ajusté et augmenté de 20 718 000 \$ pour refléter la hausse des immobilisations à la suite du groupement par composantes (tel que mentionné à la note de rapprochement 5). L'impact de cette différence se traduit par une augmentation de 3 599 000 \$ des bénéfices non répartis.

Le passif d'impôts différés au 31 mars 2011 et au 30 juin 2010 a été diminué de 24 176 000 \$ et de 24 237 000 \$ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'avantages sociaux des employés et celle liée à la rémunération à base d'actions. Le passif d'impôts différés au 31 mars 2011 et au 30 juin 2010 a aussi été augmenté de 19 129 000 \$ et 21 356 000 \$ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'amortissement, résultant du groupement par composantes, tel que présenté à la note de rapprochement 3 plus bas.

De plus, selon la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu, une entité inclut dans son compte d'immobilisations en capital admissibles 75% du coût d'un actif incorporel. Selon les PCGRC, la base imposable pour les immobilisations en capital admissibles représente le solde du compte majoré de 25% de la valeur comptable. Selon les IFRS, la base imposable n'est pas augmentée de 25% de la valeur comptable. En conséquence de cette différence dans le calcul de la base imposable de ces actifs, la Société augmentera son passif d'impôts différés et réduira ses bénéfices non répartis de 16 376 000 \$ pour tenir compte de ces écarts temporaires imposables au 1^{er} avril 2010.

L'ajustement au passif d'impôts différés pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, et pour les périodes terminées le 30 juin 2010 et le 1^{er} avril 2010 sont présentés comme suit :

Passif d'impôts différés

(Augmentation) diminution	Réf.	31 mars 2011	30 juin 2010	1 ^{er} avril 2010
Ajustement des régimes de retraite	1	23 772 \$	23 794 \$	23 894 \$
Rémunération à base d'actions	9	404	443	423
Actifs incorporels	2	(16 376)	(16 376)	(16 376)
Groupement par composantes	3	(19 129)	(21 356)	(20 718)
		(11 329) \$	(13 495) \$	(12 777) \$

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

3. Regroupement par composantes des immobilisations

Selon les IFRS, une entité est obligée de grouper entre eux les éléments individuels des immobilisations selon les composantes importantes, de façon à dégager un amortissement pour chacune de ces composantes, en utilisant des durées d'utilité estimatives et des méthodes d'amortissement plus représentatives de leur potentiel de service. Selon les PCGRC, l'amortissement était pris seulement sur la base des catégories générales communes.

Suite à l'analyse faite par la direction, un ajustement pour augmenter les immobilisations et augmenter les bénéfices non répartis de 54 939 000 \$ a été comptabilisé au 1^{er} avril 2010. Cet ajustement résulte principalement du fait que les durées d'utilité estimatives des composantes sont plus longues que celles antérieurement déterminées selon les PCGRC.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 et l'exercice terminé le 31 mars 2011, le groupement par composantes a dégagé une augmentation de la charge d'amortissement de 287 000 \$ (77 000 \$ après impôts) et de 1 149 000 \$ (309 000 \$ après impôts), respectivement.

En raison de l'ajustement du bilan d'ouverture du 1^{er} avril 2010 résultant du groupement par composantes de la division produits laitiers (USA), la Société a encouru une perte supplémentaire sur écart de conversion de 509 500 \$ au 30 juin 2010 et de 2 038 000 \$ au 31 mars 2011. La Société a enregistré un gain de change de 181 000 \$ en raison de l'ajustement de 1 149 000 \$ apporté à l'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 tel qu'expliqué plus haut. L'impact net sur le solde des écarts de conversion résultant du groupement par composantes des immobilisations pour le 31 mars 2011 est de 1 857 000 \$ (510 000 \$ au 30 juin 2010).

Les ajustements aux immobilisations au 31 mars 2011, au 30 juin 2010 et au 1^{er} avril 2010 sont les suivants :

	31 mars 2011	30 juin 2010	1 ^{er} avril 2010
Ajustement du bilan d'ouverture	54 939 \$	54 939 \$	54 939 \$
Ajustement de l'amortissement de la période	(1 149)	(287)	-
Sous-total - ajustement du groupement par composantes	53 790	54 652	54 939
Ajustement de l'écart de conversion	(1 857)	(510)	-
Ajustement aux soldes établis selon PCGRC	51 933 \$	54 142 \$	54 939 \$

4. Présentation des impôts différés

Les PCGRC exigent d'une entité qu'elle présente les impôts différés en des montants courants et long terme. Les IFRS exigent une présentation à long terme et dans certains cas permettent de compenser les actifs et passifs d'impôts différés. Conséquemment, la Société a reclassé tous ses actifs et passifs d'impôts différés à long terme.

5. Écart de conversion des établissements étrangers

IFRS 1 permet à une entité de remettre son montant cumulatif d'écart de conversion des établissements étrangers à zéro à la date de transition (1^{er} avril 2010). La Société a exercé cette option et un ajustement a été fait au montant divulgué au 1^{er} avril 2010, selon les PCGRC, afin de remettre le solde à zéro. L'impact de ce changement a été une diminution des bénéfices non répartis de 188 045 000 \$.

Des pertes de change additionnelles sur écart de conversion de 509 500 \$ au 30 juin 2010 et de 2 038 000 \$ au 31 mars 2011 ont été enregistrées en raison du groupement par composantes de la division produits laitiers (USA), tel que mentionné plus haut. De plus, la Société a enregistré une perte sur écart de conversion de 1 436 000 \$ au 31 mars 2011 en raison du retraitement de certains soldes de l'année, tel que mentionné plus haut.

Finalement, l'ajustement des impôts différés, calculé à la note de rapprochement 2, a eu comme impact une perte sur écart de conversion de 796 000 \$ pour la période terminée le 30 juin 2010 et un gain sur écart de conversion de 703 000 \$ pour la période terminée le 31 mars 2011.

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Les ajustements qui ont affecté le solde d'écart de conversion sont les suivants :

	31 mars 2011	30 juin 2010
Groupement par composantes - ajustement du solde d'ouverture		
de la division produits laitiers (USA)	2 038 \$	510 \$
Ajustements de l'écart de conversion de l'exercice 2011	1 436	-
Ajustements de l'écart de conversion		
impôts différés sur ajustements de la division USA	(703)	796
Perte total de conversion	2 771 \$	1 306 \$

L'ajustement de l'écart de conversion pour l'exercice 2011, au 31 mars 2011 inclut un montant de 1 813 000 \$ qui représente des reclassements de certains comptes de capitaux propres. Ceux-ci n'ont eu aucun impact sur le rapprochement de l'état consolidé intermédiaire résumé des capitaux propres.

6. Coûts d'acquisition

En lien avec l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Fairmount Cheese Holdings, Inc. le 25 mars 2011, la Société a capitalisé certains coûts d'acquisition au goodwill, tel que permis selon les PCGRC. Ces coûts représentent des frais juridiques, comptables et autres frais de transactions non capitalisables selon les IFRS et ceux-ci doivent être passés en dépenses immédiatement lorsqu'ils sont encourus. Conséquemment, la Société diminuera son goodwill et ses bénéfices non répartis au 31 mars 2011 de 5 789 000 \$ (4 157 000 \$ après impôts).

7. Coûts d'opération

La section « Coûts d'opération » remplace la section « Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration » antérieurement présentée sous les PCGRC et a été ajustée comme suit, en fonction des divergences présentées plus haut :

	Ref.	31 mars 2011	30 juin 2010
Diminution de la charge de retraite	1	(2 116) \$	(529) \$
Ajustement de l'écart de conversion en raison de certains			
ajustements fiscaux de 2011	5	(1 813)	-
Coûts d'acquisition	9	5 788	-
Augmentation totale des coûts d'opération		1 859 \$	(529) \$

8. Impôts sur les bénéfices

D'après les ajustements IFRS présentés aux notes précédentes, les économies d'impôts pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 et la période terminée le 30 juin 2010 sont présentées dans le tableau suivant :

	Réf.	31 mars 2011	30 juin 2010
Dépense d'impôts sur l'ajustement des avantages	1	532 \$	131 \$
sociaux des employés			
Économie d'impôts l'ajustement du groupement par composantes	3	(840)	(210)
Économie d'impôts sur les coûts d'acquisition	6	(1 632)	-
Économie d'impôts totale reliée aux coûts d'opération		(1 940) \$	(79) \$

9. Rémunération à base d'actions

Pour les options d'achat d'actions qui sont acquises par tranche, les IFRS exigent l'utilisation d'une méthode d'acquisition des droits d'exercice graduelle, qui oblige que chaque tranche soit traitée comme un octroi distinct ayant sa propre juste valeur et étant amorti selon sa propre période d'acquisition des droits. Les PCGRC, par contre, donnent à une entité l'option d'utiliser la méthode graduelle ou la méthode linéaire, qui considère une seule tranche et constate la dépense également sur la période d'acquisition des droits. Selon les PCGRC, la Société utilisait la méthode linéaire pour ses octrois qui s'acquerraient sur une période de cinq ans.

NOTE 18 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Par contre, à la date de transition la Société a dû diminuer son solde d'ouverture des bénéfices non répartis et augmenter la réserve de rémunération à base d'actions de 4 160 000 \$, pour refléter l'adoption de la méthode graduelle d'acquisition des droits d'exercice des options. Ce modèle résulte en une constatation accélérée de la dépense de rémunération à base d'actions dans les deux années qui suivent un octroi et une constatation ralentie dans les trois années suivantes.

Pour les périodes terminées le 30 juin 2010 et le 31 mars 2011, la révision du modèle n'a pas eu d'impact significatif sur les montants présentés antérieurement selon les PCGRC au titre de la charge de rémunération à base d'actions pour les mêmes périodes et donc ces montants n'ont pas été modifiés.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour déterminer le résultat par action dilué pour la période terminée le 30 juin 2010 est passé de 2 141 811 selon les PCGRC à 2 234 464 selon les IFRS. Il n'y a eu aucun impact sur le résultat par action dilué de cette période.

10. Rapprochement de l'état des flux de trésorerie

Sous les PCGRC, les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés étaient présentés comme information supplémentaire à l'état consolidé des flux de trésorerie. Les IFRS, par contre, exigent qu'ils soient présentés séparément, sur des lignes distinctes de l'état des flux de trésorerie. Conséquemment, la Société a présenté séparément les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés dans la section des activités d'exploitation. La transition aux IFRS n'a eu aucun impact de reclassification entre les catégories d'exploitation, d'investissement et de financement présentées selon les PCGRC et donc, aucun rapprochement de l'état des flux de trésorerie n'a été présentée.